

**Anniversaire des Traités de Lancaster House
1^{er} Novembre 2025**

Général (2S) Bernard Norlain *



Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, nos deux pays, le Royaume Uni et la France, ont entrepris de se doter de l'arme nucléaire et ont de ce fait lancé leur programme d'armes atomiques. Ils cherchaient ainsi à compenser leur affaiblissement sur la scène internationale résultant de la perte de leur empire colonial et particulièrement pour la France, de l'humiliation de la défaite de 1940. L'échec de la campagne de Suez en 1956, en les mettant à l'épreuve d'un chantage nucléaire de l'URSS, pourtant hypothétique, et à la pression dominante des États-Unis, les ont poussés à rechercher les voies d'une autonomie stratégique retrouvée et à préserver un statut de grande puissance menacé.

La bombe nucléaire leur a paru le meilleur moyen de conforter leur position de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et de rester ainsi parmi les architectes majeurs de la sécurité et de l'ordre international.

Depuis ces jours, nos deux pays, bien qu'ayant suivi des routes différentes, l'un proche des États-Unis pour la constitution de sa force nucléaire, l'autre recherchant progressivement à atteindre son autonomie technologique et stratégique, ces deux pays donc ont fini par se rapprocher dans une prise de conscience de leur communauté de destin.

Cette prise de conscience s'est concrétisée en novembre 2010 par la signature des Traités bilatéraux de Lancaster House comportant un volet sur la coopération en matière de défense, notamment la sécurité des moyens de dissuasion nucléaire nationaux, et un volet relatif à la mise en commun d'installations radiographiques et hydrodynamiques.

Cette démarche va se poursuivre tout au long des années suivantes et va culminer avec la déclaration de Northwood du 10 juillet 2025.

Aujourd'hui, nous sommes réunis à l'occasion de l'anniversaire de ces traités, pour dénoncer les dangers d'une recherche illusoire de la puissance grâce à la possession de l'arme nucléaire.

Autant le contexte international et particulièrement européen justifie et nécessite, en matière de sécurité et de défense, une alliance franco-britannique forte et indépendante, autant le socle

nucléaire de cette alliance nous entraîne non seulement dans une course aux armements nucléaires épuisante, mais plus encore dans une course inexorable à l'abîme.

Les conflits du XXI^{ème} siècle et particulièrement la guerre de la Russie contre l'Ukraine sont la tragique confirmation, que non seulement la guerre nucléaire est possible, contrairement à ce que veulent faire croire les doctrines nucléaires de nos deux pays, mais aussi que l'arme nucléaire est par excellence l'arme des prédateurs. Quatre-vingt ans après les bombardements de Hiroshima et Nagasaki qui ont réduit ces deux villes en cendres radioactives et démontré la barbarie de l'arme nucléaire, le monde sombre dans la nuit d'un chaos géopolitique pour lequel seule la loi du plus fort et du chacun pour soi est la règle. Une règle fondée, pour ceux qui possèdent l'arme atomique, sur la menace nucléaire.

De plus la menace de destruction de l'humanité que représente l'arme nucléaire voudrait se justifier par la mise en œuvre d'une doctrine de dissuasion nucléaire censée assurer une garantie ultime de sécurité pour les pays nucléaires et la protection de leurs populations.

Or cette garantie est une illusion, une illusion mortifère. Dans son principe d'abord, car elle repose sur un pari, celui de la rationalité d'un adversaire potentiel, qui oublie l'altérité inhérente à la nature humaine et s'aveugle sur la réalité géostratégique actuelle : chaotique, brutale, multipolaire et où les pays nucléaires dotés ne respectent pas leur engagement vers le désarmement nucléaire et au contraire par leur politique de défense fondée sur le nucléaire, encouragent en réalité la prolifération nucléaire. Dans sa pratique, elle est aussi une illusion parce qu'elle peut être contournée à la fois aux plans technologique et opérationnel et qu'elle n'empêche pas les guerres, alors qu'elle inhibe la volonté de défense des pays démocratiques face au chantage nucléaire.

Enfin la dissuasion nucléaire s'appuie sur un déni de démocratie. En promettant une garantie absolue de sécurité, elle détourne les citoyens de leur devoir civique d'être étroitement associés à la défense et à la sécurité de leur pays. Elle se déploie par ailleurs dans un environnement de secret et en l'absence d'un vrai débat démocratique, faisant de leurs peuples de véritables otages d'une vision de la puissance qui ne peut conduire qu'à l'apocalypse.

Dans ces conditions, alors que la France et le Royaume Uni célèbrent le quinzième anniversaire de leur alliance nucléaire, nous devons, nous, représentants des Églises et des organisations dédiées au désarmement nucléaire, demander fermement aux gouvernements de nos deux pays :

- De s'engager à promouvoir une ambition pour leurs pays qui ne soit plus fondée sur la mort, mais sur la vie. En particulier en ne faisant plus de l'arme nucléaire la « clé de voute » de leur politique de défense et de sécurité.
- De respecter leur engagement, au titre du Traité de non-prolifération, d'avancer vers le désarmement nucléaire.
- De rejoindre le traité sur l'Interdiction des Armes Nucléaires. De cesser de bloquer les initiatives onusiennes pour le désarmement
- D'arrêter immédiatement les programmes de modernisation de leurs arsenaux

Ce n'est qu'à ce prix que nos pays pourront contribuer à créer un monde plus sûr. La sécurité ne se construit pas sur la menace d'un génocide. Elle se construit par la coopération, le droit international et la confiance.

* Le général (2S) cinq étoiles Bernard Norlain, né en 1939, ingénieur de l'École de l'Air, a été de 1986 à 1989 chef du cabinet militaire du Premier ministre Jacques Chirac puis de Michel Rocard. De 1994 à 1996, il a été directeur de l'Institut des Hautes Études de Défense nationale (IHEDN). C'est durant cette période qu'il a été nommé général d'armée aérienne. De juillet 2008 à juin 2011, il a été Directeur de la *Revue Défense nationale*. Le 15 octobre 2009, il a cosigné avec Michel Rocard, Alain Juppé, tous deux anciens Premiers ministres, et Alain Richard, ancien ministre de la Défense, une tribune dans le quotidien *Le Monde* pour plaider en faveur du désarmement nucléaire. Il est le successeur de l'ancien ministre de la Défense Paul Quilès à la tête de l'association 'Initiatives pour le désarmement nucléaire' (IDN) et membre du mouvement international 'Global Zero' pour l'élimination des armes nucléaires. Il est Commandeur de la Légion d'Honneur et a reçu la médaille d'or Mahatma Gandhi de l'Unesco.

../..